Intervention de Fatiha Aggoune

Présidente du Groupe Val-de-Marne en commun - PCF et citoyen.nes

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les représentant·es des services de l'Etat,

Monsieur le Président, Cher·es collègues,

Avant tout, nous souhaitons vous remercier, Monsieur le Préfet, ainsi que l'ensemble des agent·es des services de l'État, pour votre présence à ce rendez-vous annuel d'échanges institutionnels et saluer le travail réalisé par vos services dans le cadre de ce rapport d'activité 2025.

Il ne s'agit jamais d'un exercice anodin, d'autant plus au cours d'une période marquée par un contexte social brûlant et un rendez-vous important pour nos concitoyen·nes qui déterminera le chemin pris par notre pays dans les années à venir.

Nous mesurons bien évidemment, l'étendue du travail et les multiples sollicitations auxquels vos services sont confrontés au quotidien. Votre présence à nos côtés en ce jour, nous honore. Elle témoigne de l'importance que vous accordez au dialogue avec notre collectivité.

Nous ne pouvons toutefois commencer cette audience sans aborder la colère sociale immense qui gronde partout en France.

Dès la rentrée, dans plusieurs communes du Département, des enseignant·es, des personnels de l'éducation nationale et des parent·es d'élèves du 1er degré se sont mobilisé·es contre les fermetures de classes annoncées dans leurs établissements.

Depuis plusieurs semaines, vous l'avez évoque, des lycéen·nes, des étudiant·es, des enseignant·es, des personnel·les de l'Éducation nationale et des parent·es d'élèves tentent également de faire entendre leurs revendications.

C'est précisément en Val-de-Marne, au lycée Saint-Exupéry de Créteil qu'est né ce mouvement massif de contestation.

A l'origine, ces lycéen·nes, souhaitaient simplement se joindre à la mobilisation de leurs enseignant·es pour dénoncer le manque de moyens et de personnels présents au sein de leur établissement et aussi exprimer des inquiétudes sur leur avenir.

L'absence d'écoute de l'ensemble des revendications adressées par leurs professeurs a engendré une intensification du mouvement.

Vous le savez tout autant que nous, les problèmes sont multiples : entre les classes surchargées, les établissements vétustes, le manque d'infirmier·es, le sentiment d'abandon perçu par certains élèves et leurs parents, le tri social organisé par Parcoursup ou encore le manque criant d'AESH…

Pour rappel, 3000 postes d'AESH manquent à ce jour en Val-de-Marne. Nous ne cessons de le dénoncer dans cet hémicycle et c'est d'ailleurs le sens d'une des questions que nous vous avons adressé.

"On ne veut pas être privilégiés, on veut juste avoir les mêmes droits que tout le monde". Ces mots ne sont pas les miens, mais ceux d'une élève du lycée Saint-Exupéry de Créteil.

Ils résonnent tant avec la grave crise sociale vécue partout dans le pays.

Partout, la pauvreté augmente. Partout les prix de l'essence, de l'énergie ou encore des denrées alimentaires flambent, sans même que les salaires n'en suivent la même trajectoire.
Le pouvoir d'achat des Val-de-Marnais·es se retrouve alors contraint et la réponse du Gouvernement à cette colère sociale qui s'exprime depuis bien trop longtemps, n'est ni suffisante, ni satisfaisante.

Dans le même temps, le dérèglement climatique s'accélère. A l'image des violents orages qui ont touché le Val-de-Marne en août dernier. Permettez-moi de saluer à nouveau l'ensemble des agent·es départementaux, municipaux et préfectoraux mobilisé·es pour faire face aux dégâts causés par cette tempête.

A l'image aussi, des incendies dans la forêt de Fontainebleau, où 10% du massif a été ravagé. A l'image enfin, du méga feu en Gironde, dont les flammes ont dévasté plus de 42 000 hectares et entraîné l'évacuation de plus de 200 000 personnes, auquel le Département du Val-de-Marne a apporté un soutien.

Ces phénomènes climatiques intenses se poursuivront et font aujourd'hui partie intégrante de notre réalité. Nul ne peut le nier.

Dans cette crise importante, l'ensemble des collectivités territoriales et des services publics, font office de boucliers pour affronter les enjeux sociaux, économiques et environnementaux traversés par notre époque.

Pourtant, les annonces du budget 2027 n'annoncent rien de bon… 54 milliards d'euros d'économies sont prévues dans la copie initiale du Projet de loi de finances pour 2027.

L'effort imposé par le Gouvernement aux collectivités territoriales devrait atteindre 5,4 milliards € et même a minima, 7 milliards d'euros, selon les chiffres de l'AMF.

Pour ce qu'il s'agit des départements, 551 millions d'euros, non remboursables, devraient être prélevés sur 60% d'entre eux, soit 190 M € de plus que les deux DILICO précédemment établis[1], selon les chiffres de l'ADF. [2] C'est donc environ 3,5 Mds d'euros ponctionnés en 3 ans sur les départements !

440 M€ de moins sont également proposés pour le logement, 1er poste de dépenses des Français·es et alors même que plus de 120 000 demandeur.es de logements en Val-de-Marne restent toujours en attente d'un logement public.

Le projet de loi de finances 2027 devrait même coûter près de 33 M € au Département du Val-de-Marne seul !

Toutes ces annonces font froid dans le dos…Et derrière ces chiffres vertigineux, il y a des effets direct et concret sur le quotidien des Val-de-Marnais·es : moins d'action sociale, moins de soutien à leur pouvoir d'achat, moins de moyens à destination des hôpitaux, des sapeurs-pompiers et des policiers, moins d'offres culturelles, moins d'activités sportives, moins d'entretien des routes, des voiries, moins de moyens pour la rénovation des établissements publics et privés, moins de moyens pour l'adaptation au dérèglement climatique, en bref, moins de services publics…

Bien sûr, toutes ces mesures sont à intégrer dans une politique globale d'austérité menée par le gouvernement. Une politique qui fracture et dont nous percevons aujourd'hui, sans doute, les limites.

C'est pourquoi nous appelons à un rétablissement du dialogue social et de la confiance des citoyens envers leurs institutions tout en répondant aux besoins de la population.

---

[1] Communiqué de l'association des Départements de France du 30.09.2026 : https://departements.fr/communique/les-departements-en-etat-de-choc/
[2] Association des Départements de France

Elle propose une attaque en règle à l'encontre des collectivités, plutôt qu'une justice fiscale essentielle pour assurer la paix sociale.

Alors, dans un tel contexte, la défense du service public revêt pour nous un caractère vital.

Monsieur le Préfet, nous espérons, comme vous l'avez dit que vous vous joindrez à nous pour garantir la défense du service public en direction des Val-de-marnaises et des Val-de-marnais.

Le couple État-collectivités ne pourra être pleinement efficace que s'il repose sur un véritable travail collaboratif, au service de nos concitoyens, de l'intérêt général et d'un service public fort, efficace et utile au quotidien.

C'est dans cet esprit et à la lecture du rapport d'activité de vos services, que nous vous avons adressé plusieurs questions, nourries par nos échanges quotidiens avec les Val-de-Marnais·es et par les enjeux qui structurent et façonnent notre territoire.

Elles concernent notamment, mais vous l'avez évoqué, les conditions de réalisation des démarches administratives pour les personnes étrangères résidant en Val-de-Marne. Nous vous avons également interrogé sur les actes racistes, LGBTIphobes, antisémites et islamophobes en Val-de-Marne

Nous avons également demandé des précisions sur le rôle de l'Etat dans l'autorisation du projet Thermo-sur-Seine dans le quartier des Ardoines à Vitry-sur-Seine, qui présente des risques sanitaires et environnementaux sérieux en direction des Val-de-Marnais·es.

Nous avons attiré votre attention sur :

- la prostitution en Val-de-Marne
- la situation du droit au logement opposable

- l'état de notre système de santé
- la situation du logement public
- les fermetures de classes et les dysfonctionnements constatés pour la rentrée scolaire 2026-2027
- le projet de zone de baignade à Choisy-le-Roi
- la délégation de service public n°47 des anciennes lignes de bus RATP
- le devenir du technicentre SNCF de Villeneuve-Prairie
- les nuisances liées à la future usine de traitement des eaux de Choisy-le-Roi
- les circulations douces et l'avancée des projets vélo en Île-de-France autour du carrefour Pompadour
- le contrôle exercé sur les polices municipales et les interventions de la police nationale en Val-de-Marne
- la protection des données numériques des collectivités territoriales, la prolongation du T9, la protection des élus
- l'avancement du projet TGV Orly, l'ANRU 3
- les nuisances sonores de l'aéroport d'Orly ou encore la requalification de la RN19 dans la traversée de Boissy-Saint-Léger…

Je souhaite reprendre cette citation d'Edgar Morin : « *La solidarité est une exigence de la démocratie* ».

C'est cette exigence qui doit guider notre action quotidienne au service de l'intérêt général : garantir en priorité l'accès aux services publics pour tous·tes quelque soit le lieu de résidence, préserver la proximité des collectivités avec les citoyen.nes dans une période de défiance à l'égard des élus et des institutions, et enfin, faire vivre concrètement ce qui constitue notre socle commun, la liberté, l'égalité et la fraternité.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi